

Conseil d'Administration

Réunion du 1^{er} octobre 2024

Procès-verbal de la réunion
du 1^{er} octobre 2024

SOMMAIRE

0. ACTUALITES DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL	6
2. STRATEGIE ET PARTENARIATS	9
2.1. ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025 (POUR INFORMATION).....	9
1. APPROBATION DES PROCES-VERBAUX	13
1.1. SEANCE DU 25 JUIN 2024	13
2. STRATEGIE ET PARTENARIATS	13
2.2. REFLEXIONS PREPARATOIRES EN VUE D'ORIENTATIONS NATIONALES SUR LE PATRIMOINE BATI DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL (POUR DEBAT)	13
2.3. CONVENTION DE PARTENARIAT DEPARTEMENT DES LANDES (POUR APPROBATION)	18
2.4. RENOUVELLEMENT PARTIEL DU CONSEIL SCIENTIFIQUE (POUR APPROBATION)	18
2.5. ORGANISATION DES CELEBRATIONS DU 50 ^{EME} ANNIVERSAIRE (POUR INFORMATION).....	19
3. INTERVENTIONS FONCIERES	21
3.1. PERIMETRES D'INTERVENTION (POUR APPROBATION)	21
CONSEIL DE RIVAGES BRETAGNE – PAYS-DE-LA-LOIRE	21
CONSEIL DE RIVAGES CENTRE-SUD-ATLANTIQUE	23
CONSEIL DE RIVAGES MEDITERRANEE	24
3.2. OPERATIONS FONCIERES SPECIFIQUES.....	24
4. RESSOURCES	25
4.1. BUDGET 2024 RECTIFICATIF N°2 (POUR APPROBATION).....	25
4.2. DECISION D'URGENCE SUBVENTION AGIR-POUR-LE-VIVANT (POUR INFORMATION).....	25

PARTICIPANTS À LA RÉUNION

Personnalités qualifiées

- MM. Philippe de GRISSAC, représentant association protection nature – vice-président Ligue pour la protection des oiseaux - LPO
Jean JALBERT, Vice-président CA Cdl - Directeur général de la Fondation Tour du Valat
- Mme Elodie MARTINIE-COUSTY, Représentante association protection de la nature - France Nature Environnement

Représentants de communes gestionnaires

- MM. Robert CRAUSTE, Maire du Grau-du-Roi
Jean-Charles ORSUCCI, Maire de Bonifacio

Représentants du personnel

- M. Alexandre DUPUY, Conservatoire du littoral

Présidents de Conseil de rivages

- M. Daniel CUEFF, Président du Conseil de rivages Bretagne – Pays de la Loire
- Mmes Claude HOMEHR, Présidente du Conseil de rivages Lacs
Agnès LANGEVINE, Présidente du Conseil d'administration du Conservatoire du littoral et vice-présidente du Conseil de rivages Méditerranée
- M. Jean-Michel TACCOËN, Président du Conseil de rivages Manche - Mer du Nord

Représentants des ministres

- M. Éric BANEL, Mer et pêche
- Mme Ingrid BARRAT, Budget
- M. Yann BECOUARN, Mer et pêche
- Mme Annabelle BOUTET, Aménagement du territoire
- MM. Patrick BRIE, Urbanisme
Laurent ETCHEVERRY, Intérieur
Fabien GELEBART, Mer et pêche
- Mme Célia de LAVERGNE, Eau et biodiversité
- M. Alex MAZALAIGUE, Armées
- Mme Marianna MONNEAU, Outre-mer
- M. Jean-Michel ROUXEL, Agriculture
- Mmes Virginie SERNA, Culture
Aline VIDAL, Domaine

Siègent au Conseil d'Administration avec voix consultative

- M. Benoît DINGREMEONT, Contrôleur budgétaire
- Mme Catherine LARROUTUROU, Agent comptable du Conservatoire du littoral
- MM. François LEGER, Président du Conseil scientifique du Conservatoire du littoral
Philippe VAN de MAELE, Directeur du Conservatoire du littoral

Observateurs

- Mme Mathilde FROMAGE, Eau et biodiversité
- MM. Jérôme GAYET, Contrôleur budgétaire
Vincent SZLEPER, Eau et biodiversité
- Mmes Emmanuelle THIESSE, Eau et biodiversité
Camille THINARD, Intérieur

Délégués et délégués adjoints du Conservatoire du Littoral

- MM. Patrice BELZ, Délégation Centre Atlantique
Cédric BOHUN, Délégation Languedoc-Roussillon
Alain BRONDEAU, Délégation Outre-mer
Jean-Philippe DESLANDES, Délégation Normandie
François FOUCHIER, Délégation PACA
Laurent GEORGE, Délégation Lacs
- Mmes Laure GUILHEM, Délégation Aquitaine
Gwenaele MELENEC, Délégation Manche – Mer du Nord
- M. Michel PELTIER, Délégation Bretagne
- Mme Ana TEODORESCU, Délégation Communication

CODIR-SG du Conservatoire du littoral

- M. Arnaud ANSELIN, direction Gestion patrimoniale - DGPAT
- Mme Amandine DECARLI, DGPAT
- M. Yannick LAGOYER, unité d'administration général du SG -
- M. Julien PELGE, Secrétaire Général ;
- Mmes Guillemette ROLLAND, direction action foncière et systèmes d'information - DAFSI
Hélène SYNDIQUE, Directrice adjointe du Conservatoire du littoral
- M. Sylvain VERDIER, service budgétaire et comptable - Secrétariat général

OUVERTURE DE LA SÉANCE

La séance est ouverte à 14 heures 45, sous la présidence de Madame LANGEVINE.

Mme LANGEVINE remercie les participants de leur présence. Les députés n'assisteront pas à cette séance, les parlementaires amenés à siéger au Conseil d'administration n'étant pas encore désignés et la plupart d'entre eux assistant au discours de politique générale du Premier Ministre. Madame Langevine souhaite la bienvenue à Monsieur Alexandre Dupuy, nouveau représentant du personnel. Elle précise également que Monsieur Daniel Cueff siègera désormais en tant que président de Conseil de rivages Bretagne – Pays de la Loire. Enfin, Madame Langevine cède la parole à Monsieur Van de Maele, nouveau Directeur du Conservatoire du littoral.

M. VAN DE MAELE précise qu'il a rejoint le Conservatoire en tant que Directeur depuis le 2 septembre 2024. Ingénieur de formation, fonctionnaire d'État, il a participé à différentes activités d'aménagement urbain et de développement durable, liées au ministère de l'Environnement et de l'Aménagement. Il a travaillé dans plusieurs cabinets ministériels, auprès de Monsieur Jean-Louis Borloo, puis de Monsieur Christophe Béchu, au ministère de la Transition écologique, et a participé à l'aménagement du plateau de Saclay en tant que directeur de l'EPA Paris-Saclay. Il a également assuré la direction générale de l'ADEME et de l'ANRU, Agence Nationale de Rénovation Urbaine, dans ses missions d'accompagnement et de transformation du logement social et de la politique de la ville.

Mme LANGEVINE souhaite la bienvenue à Monsieur Van de Maele, qui rejoint l'établissement à un moment décisif, non seulement en raison de l'anniversaire des 50 ans de l'établissement, mais également en raison de la période difficile générée par la question de l'adéquation entre les missions du Conservatoire du littoral et les moyens qui lui sont affectés. Madame Langevine témoigne sa confiance à Monsieur Van de Maele pour déployer sa force de conviction et ses talents de négociateur, afin de permettre à l'établissement de poursuivre sa trajectoire et d'affirmer sa position au sein de l'ensemble des administrations de l'État et des collectivités territoriales, dont le rôle est déterminant pour la protection des littoraux.

M. DUPUY se présente. Il travaille au sein des services centraux du Conservatoire du littoral. Il remplace ses deux collègues représentants du personnel au Conseil d'administration, le premier étant en arrêt maladie, et le second ayant démissionné du Syndicat mixte du littoral normand. Cette personne a souhaité partir, car elle n'assumait plus sa mission consistant à organiser la cessation du Syndicat mixte, tout en sachant qu'elle ne serait pas réintégrée au sein du Conservatoire du littoral ou de la structure qui succèdera au Syndicat mixte. Monsieur Dupuy souhaite témoigner de la situation problématique des salariés du Syndicat mixte, qui attendent depuis plus d'un an d'être informés de leur devenir. Les salariés du Syndicat mixte normand sont les premières victimes de la situation de crispation entre la région et le Conservatoire du littoral. Selon le Code général des collectivités territoriales, il est cependant indispensable d'informer les salariés de la mission et du poste qui leur seront réservés.

M. VAN DE MAELE assure avoir conscience du sujet. Monsieur Van de Maele a prévu de rencontrer l'ensemble des équipes du Syndicat mixte du littoral normand à la fin de la semaine, afin d'aborder cette question. Il échangera également avec le Préfet de région et le vice-président du Conseil régional, afin de bien comprendre la situation et de la gérer au mieux pour les collaborateurs.

Mme LANGEVINE ajoute que Monsieur Hubert Dejean de la Batie, ne pouvant participer au Conseil d'administration, sollicite régulièrement les membres du Conseil, afin de trouver des solutions pour l'ensemble des agents.

0. Actualités du Conservatoire du littoral

Mme SYNDIQUE présente les actualités de l'établissement.

- Inaugurations

Le plan de relance a permis le financement de 76 opérations. Quatre nouvelles opérations ont été inaugurées en septembre. La première opération concerne la restauration écologique et hydraulique de l'étang de Saint-Jean, dans la ria d'Etel, dans le Morbihan. Cette opération est emblématique en matière de restauration des fonctionnalités hydro-écologiques, avec la réhabilitation de prairies humides, de roselières, et la création d'îlots de nidification. Le coût total de cette opération s'élève à 1,3 M€, et a été financée par une action partenariale remarquable avec le Syndicat mixte de la Ria d'Etel.

Le phare de la Madonetta, sur la commune de Bonifacio, a également bénéficié d'une opération majeure, réalisée avec les financements du plan de relance. La restauration a comporté une première phase de travaux destinés à la démolition d'une partie du bâti attenant au phare. L'ensemble des sols et des murs périphériques ont été repris, une fresque d'orientation sur la terrasse a été créée, et le bâtiment a été ouvert au public à l'occasion des Journées du patrimoine.

Des aménagements destinés à l'accueil du public ont également été réalisés sur l'estuaire de la Loire, avec des cristallisations de ruines, des aménagements de sentiers, et la réorganisation du stationnement, dans l'objectif de créer un dialogue entre les rives nord et sud de l'estuaire. Les aménagements réalisés permettent de prendre de la hauteur et de créer ainsi des points de découverte. Cette opération, dans le cadre du plan de relance, a été subventionnée de manière conséquente par le département de Loire-Atlantique. Le coût total des aménagements s'élève à 1,2 M€.

Une opération de re-estuarisation d'un petit cours d'eau se jetant dans le lac Léman, sur la commune de Lugrin, en Haute-Savoie, a également été menée. Une passerelle surplombant le cours d'eau a été aménagée et la canalisation du ruisseau a été démolie, lui permettant ainsi de se jeter de nouveau dans le lac.

Enfin, le tympan des salins des Pesquiers, à Hyères, dans le Var, a également restauré et inauguré. Le tympan, patrimoine artisanal et architectural, était un ouvrage hydraulique assurant la gestion de l'eau sur les salins. Sa restauration permettra la découverte par le public de cet ouvrage exceptionnel.

- Exposition photos

La collection photographique de Frédéric Larrey a été utilisée, afin d'illustrer le thème du dialogue entre la nature et la culture, mis à l'honneur lors des Journées européennes du patrimoine 2024. Des photos des sites du Conservatoire du littoral ont actuellement exposées sur les grilles du palais d'Iéna (siège du Conseil économique, social et environnemental). Elles ont pour vocation d'illustrer le lien entre le patrimoine bâti et le patrimoine naturel du Conservatoire.

- Acquisition foncière

Le site se situe sur la commune de Saint-Samson-de-la-Roque, dans l'Eure, entre le marais Vernier et les rives de la Risle, en face de la Réserve naturelle de la Seine. Au terme d'une longue négociation, ce site remarquable de 106 ha, constitué de terres agricoles, a été acquis pour un montant de 1,2 M€. L'objectif de gestion est le maintien en place de l'exploitant, la mise en prairies et la renaturation du site.

Mme DE LAVERGNE souhaite la bienvenue à Monsieur Philippe Van de Maele et remercie Madame Agnès Vince pour son travail. Madame de Lavergne a plusieurs fois travaillé avec Monsieur Van de Maele sur les sujets de protection de la biodiversité et a bon espoir qu'il soit un fervent défenseur de l'établissement et un ardent avocat de ses prérogatives et de ses attentes.

Cette période correspondant aux 50 ans de l'établissement est particulière. Elle permettra d'établir un bilan parlant de l'ensemble des actions menées depuis 50 ans et de questionner le modèle de l'établissement pour les prochaines années.

Madame de Lavergne présente Monsieur Vincent Szleper, nouveau sous-directeur en charge des écosystèmes littoraux et marins, qui en son absence, représentera la tutelle au Conseil d'administration.

Après une période sans gouvernement, plusieurs ministres sont désormais rattachés à la direction de l'Eau et de la Biodiversité. Trois ministres sont plus particulièrement identifiés concernant les enjeux de préservation de la biodiversité, Madame Agnès Pannier-Runacher, Ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques, Madame Christine Vautrin, Ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation, et son Ministre délégué en charge de la pêche et de la mer, Monsieur Fabrice Loher.

De nombreuses informations ont circulé sur la question des « lettres-plafonds » pour le prochain budget. La présentation du PLF est attendue pour la semaine suivante. À ce stade, il est donc impossible d'avoir une visibilité précise pour l'année 2025. Madame de Lavergne rappelle toutefois que la TAEMUP, ressource affectée du Conservatoire, est censée assurer les fonctions régulières de l'établissement pour faire face à ses moyens. Par ailleurs, tout le possible sera fait, dans le cadre des crédits propres à la Stratégie nationale biodiversité, déjà réduits en 2024 et susceptibles d'être encore réduits en 2025, pour accompagner l'établissement sous forme de conventions.

Madame de Lavergne signale qu'un espace biodiversité dédié sera mis en place au Salon des Maires 2024, et sera l'occasion d'exposer toutes les réalisations des établissements publics. Le Conservatoire du littoral aura donc l'occasion de faire valoir l'ensemble de ses activités et de se faire connaître auprès d'un plus large public.

Par ailleurs, le règlement européen sur la restauration de la nature a été définitivement voté à la fin du mois de juillet et a été publié au JO dans le courant du mois d'août. Ce règlement est structuré en deux blocs. Le premier consiste à renforcer les directives habitat, faune, flore et oiseaux déjà existantes, avec des objectifs surfaciques, à l'horizon 2030, 2040 et 2050. À titre d'exemple, 25 espèces marines ont été ajoutées à la protection. Le second bloc concerne des objectifs surfaciques de protection des écosystèmes agricoles, forestiers, urbains, marins et aquatiques. Ce règlement prévoit un délai de deux ans pour rédiger le plan national de restauration et le soumettre à la Commission européenne. Il sera donc présenté aux instances spécifiques de concertation, en préambule à un débat sur les « seuils satisfaisants » pour atteindre chaque indicateur fixé par la Commission européenne. Ce règlement posera un cadre à la restauration de long terme et constituera, à cet égard, un outil très structurant.

Enfin, Madame de Lavergne rappelle que la restauration proposée par l'Europe concerne à la fois des restaurations « actives », dans des situations où l'intervention de l'homme sur les milieux permet d'améliorer la fonctionnalité écologique, mais aussi des restaurations dites « passives », où la seule levée de pressions autorise la restauration du bon fonctionnement d'un écosystème.

Mme MARTINIE-COUSTY alerte concernant un projet situé en partie sur un site du Conservatoire, dans un espace classé, sur une zone fragile et sous statut Natura 2000. Il s'agit d'un projet de vélo-route, entre Gâvres et Plouhinec, dans le Morbihan. Si le projet est maintenu en l'état, cette voie de six mètres de large défoncera littéralement les dunes situées sur le terrain du Conservatoire. Le Préfet du Morbihan et le Président du département semblent décidés à passer en force. Lors de la séance du 29 septembre 2020, le Conseil d'administration a pris une délibération allant à l'encontre de projets d'infrastructures lourdes et impactantes situés sur les sites de l'établissement. Cette décision n'est donc pas respectée. Madame Martinie-Cousty souhaiterait mettre ce point à l'ordre du jour de la prochaine séance, et adresser un courrier au préfet du Morbihan lui demandant de travailler aux alternatives apparaissant dans un rapport de l'IGEDD, demandé par le Ministre.

M. BANEL présente le nouveau chef de service des espaces maritimes et littoraux, Monsieur Yann Becouarn, succédant à Madame Sophie-Dorothée Duron. Par ailleurs, la Stratégie Nationale Mer et Littoral, à laquelle le Conservatoire a beaucoup contribué, a été signée en juin 2024. Enfin, l'exercice de planification en mer, dans son triple volet, environnemental, énergétique et économique, est en cours de finalisation. Cet outil sera très efficient pour l'action de l'établissement lors des prochaines années.

M. VAN DE MAELE, en réponse à la sollicitation de Madame Martinie-Cousty, indique que son attention a bien été attirée sur ce sujet, qui concerne non seulement les terrains du Conservatoire, mais également des terrains du ministère de la Défense. Il a demandé un complément d'information sur la question. Monsieur Van de Maele indique que les éléments dont il dispose actuellement sont insuffisants pour une analyse précise, mais affirme que le travail sur la question se poursuit.

Mme DE LAVERGNE confirme que cette question est très identifiée au sein de la DGLN, à la fois pour la partie urbanisme et la partie eau et biodiversité. De nombreuses réunions et échanges sont en cours, auxquels l'établissement sera associé.

M. CUEFF ajoute que le sujet est également identifié par la région Bretagne. Des conflits d'usage considérables entre les usagers de la mer, les usagers de la route et ceux du vélo complexifient la question. Les collectivités tentent de trouver des solutions depuis plusieurs années, sans succès. Pendant ce temps, le milieu se dégrade. Si une action était décidée au sein du Conservatoire du littoral, elle recevrait tout le soutien de la région.

M. ORSUCCI souhaite féliciter le Conservatoire du littoral pour la façon dont le dossier de restauration du phare de la Madonetta, situé sur sa commune, a été mené. Monsieur Orsucci remercie l'ensemble des équipes de l'établissement pour le travail de restauration qui a abouti à une réalisation absolument splendide. Par ailleurs, en tant que maire d'une commune, Monsieur Orsucci tient à rappeler que le développement du vélo lui semble participer du développement durable, l'une des préoccupations du Conservatoire. Monsieur Orsucci ne connaît pas le dossier mentionné par Madame Martinie-Cousty. Il évoque toutefois un projet d'élargissement d'une départementale pour permettre l'aménagement d'une piste cyclable sur sa commune. Le dossier a été retoqué par le Conseil national de l'environnement. Monsieur Orsucci considère qu'il est nécessaire d'entendre la voix des communes et d'étudier l'ensemble du dossier pour se prononcer.

Mme LANGEVINE confirme que le Conseil d'administration sera amené à se prononcer sur ce projet d'aménagement en étudiant l'ensemble des éléments.

2. Stratégie et partenariats

2.1. Orientations budgétaires 2025 (pour information)

Mme LANGEVINE rappelle l'importance du débat budgétaire dans le contexte actuel. La situation présentée correspond à la problématique d'adéquation entre les missions de l'établissement et les moyens qui lui sont affectés. La TAEMUP s'élève actuellement à 40 M€, pour des missions d'acquisition et pour assurer l'ensemble des charges, notamment de personnel. La situation est donc très préoccupante.

M. VAN DE MAELE indique avoir pris connaissance de la mission de l'Inspection générale de l'Environnement et du Développement Durable concernant le modèle financier du Conservatoire. Le rapport devait être remis à la fin du mois de septembre, mais il sera rendu à la fin du mois d'octobre, pour une phase contradictoire. La prochaine séance du Conseil d'administration sera l'occasion d'examiner ce rapport de façon détaillée.

La première remarque concerne la TAEMUP, principale ressource depuis 2007. Elle est passée de 37 M€ en 2007, à 39 M€ en 2023. Toutefois, en prenant en compte l'inflation, la recette a baissé de 18 à 20 %. De plus, le domaine de l'établissement a augmenté de 31 %. Au regard de ces deux éléments, la ressource ramenée au domaine a donc diminué de 50 %. Cet « effet ciseaux » conduit à des difficultés durables. La mission d'inspection possède les mêmes chiffres. Aux missions de propriétaire du Conservatoire du littoral, s'ajoute le patrimoine bâti, en augmentation significative. Une intervention active sur les fonds dédiés, et notamment sur le plan de relance, qui n'existe plus, a permis une évolution des dépenses des missions de propriétaire. Une attention particulière sera apportée à l'examen du projet de loi de finances.

Les frais de fonctionnement de l'établissement sont en hausse, avec des augmentations de frais de personnel et de fonctionnement, destinés à résoudre en partie la question du Syndicat mixte du littoral normand, alors que les ressources propres de l'établissement stagnent. Une participation des collectivités locales et des donateurs pourra permettre de boucler les plans de financement. La capacité d'autofinancement s'établirait à 15 M€ en 2025, alors qu'elle se situait traditionnellement entre 25 et 28 M€. Monsieur Van de Maele confirme que le contexte est assez peu favorable.

Enfin, Monsieur Van de Maele propose plusieurs sujets de réflexion. Il serait possible d'opérer un choix entre les missions foncières et les missions de propriétaire. Le co-financement est également un vrai sujet, avec des collectivités locales très fortement investies, ce qui impacte la relation partenariale. D'autres réponses pourraient également être envisagées : le relèvement du plafond de la TAEMUP, une contribution sur le programme 113 pour la Stratégie nationale biodiversité, la poursuite des partenariats locaux, la recherche de mécénat économique à l'occasion du cinquantième de l'établissement, ou l'inscription dans les SNCRR (Sites naturels de compensation, de restauration et de renaturation). Enfin, la récupération de terrains nécessite fréquemment des travaux d'intervention sur les bâtis (démolition ou restauration).

M. CRAUSTE précise qu'il représente l'ANEL (Association Nationale des Élus du Littoral). En tant qu'élu local, Monsieur Crauste rappelle que les collectivités sont, elles aussi, en difficulté. Par exemple, la politique sur les espaces naturels sensibles du Conseil département du Gard est financée en partie par la DMTO (Droits de Mutation à Titre Onéreux), taxe prélevée sur les transactions immobilières. Or, cette recette a chuté de 50 %. L'établissement devra sans doute opérer des choix pour réduire les dépenses.

Mme LANGEVINE confirme le contexte défavorable en région. Il est toutefois nécessaire de trouver des solutions avec l'ensemble des ministères et des territoires, afin d'opérer des choix, sans renoncement, mais avec une meilleure identification et appropriation des enjeux. Les contraintes budgétaires ne doivent pas accabler au point de se résoudre à voir diminuer l'influence de l'établissement, ou à perdre de vue les trajectoires fixées par le COP. Des tissages plus forts avec le ministère des Armées ou le ministère de la Culture peuvent mener à une mobilisation collective pour le Conservatoire du littoral, très aimé du public. Il serait regrettable de se priver d'un tel établissement, et de renoncer au moment de la célébration de ses 50 ans. Madame Langevine affirme croire en la mobilisation collective, sans vouloir céder au défaitisme.

M. ORSUCCI rappelle que le Conservatoire du littoral avait déjà effectué toutes les études et passé tous les marchés pour une intervention sur le phare de Pertusatu, le plus méridional de France, situé sur un site extraordinaire. La région n'a toutefois pas été en capacité d'honorer ses engagements. Monsieur Orsucci interpelle donc la tutelle, en rappelant l'importance de la transversalité et la nécessité de faciliter les financements. Les espaces du Conservatoire du littoral jouent un rôle économique considérable, et méritent à ce titre une attention particulière. Par exemple, sur le même site du cap de Pertusatu, des fortifications presque en ruine ont été récupérées par le Conservatoire. Or, sur ce site immense, le plus visité de Corse, il est impossible d'acheter une bouteille d'eau. Monsieur Orsucci invite donc à réfléchir à l'aménagement de lieux sur les sites du Conservatoire du littoral, qui permettraient de réaliser des recettes, comme des points de restauration ou de vente de cartes postales ou de livres.

M. BANEL salue l'équipe travaillant sur la TAEMUP, compétence exercée depuis deux ans et demi par sa direction générale. Le recouvrement de la taxe a été considérablement amélioré par la modernisation, et notamment par la numérisation du guichet unique. La taxe est donc perçue par l'établissement dès le mois de juillet. Ce travail a également permis d'améliorer le rendement en volume, puisque des excédents, actuellement reversés au budget général de l'État, ont été dégagés. La discussion budgétaire aura lieu au sein du Parlement. Plusieurs hypothèses peuvent être envisagées : le relèvement du plafond d'affectation de la TAEMUP, le reversement du surplus au bénéfice du Conservatoire, et un travail de fond sur l'assiette, avec un objectif de transition écologique et énergétique de la flotte des navires de plaisance. Ce travail est en cours avec la direction de l'Eau et de la Biodiversité. Les équipes sont pleinement mobilisées pour que cette taxe soit versée au bénéfice des affectataires désignés, et notamment du Conservatoire du littoral.

Mme LANGEVINE s'enquiert du montant du surplus.

M. BANEL précise que le montant du surplus 2023 s'élève à environ 3,5 M€. Le montant sera reversé au budget général en 2024.

Mme DE LAVERGNE remercie Monsieur Van de Maele d'évoquer des questions qui doivent en effet être posées collectivement. Certaines décisions relèvent de l'État, mais Madame de Lavergne souhaite partager quelques points de réflexion. Tout d'abord, la décision de l'audit et de la mission adéquation missions-moyens constitue l'occasion d'envisager l'accumulation, souvent positive, d'espaces naturels

et de patrimoine bâti, en s'interrogeant sur leur utilisation pour garantir à la fois la qualité des mesures de gestion sur les espaces naturels, mais également la qualité d'entretien et la sécurisation de ces bâtis. La conservation de 2 500 à 4 000 établissements doit être questionnée. L'audit avait également pour vocation d'alimenter les réflexions, en établissant notamment des comparaisons avec d'autres établissements, pour éventuellement s'inspirer de leur stratégie et de leur fonctionnement. Cette étape de réflexion, initiée plusieurs mois avant le 50^{ème} anniversaire de l'établissement, permettra de conforter un modèle.

Le débat budgétaire est principalement axé autour de la TAEMUP. Le rapport IGF IGEDD avait mentionné le montant de 2,8 M€ en intervention. En 2023, la somme de 7 M€ avait été apportée sous la forme de SCSP, afin d'aider le Conservatoire dans un moment difficile. Mais le budget dédié à la SNB sera diminué de moitié sur l'année 2025.

En revanche, d'autres leviers de financement ont été recherchés auprès des Agences de l'eau, pour des acquisitions foncières, ainsi que sur le Fonds vert et la ligne renaturation. Ce travail, déjà engagé par Madame Vince, Madame Syndique et par l'ensemble des équipes, doit être poursuivi.

Madame de Lavergne considère que l'idée d'un fonds dédié dans chaque ministère concerné est excellente. Il peut en effet être intéressant d'entamer un dialogue de gestion, notamment sur le patrimoine bâti, avec l'ensemble de ces ministères. Pour rappel, la mission première du Conservatoire du littoral est la protection du littoral. La question de l'équilibre budgétaire devra donc intégrer cette réflexion sur la priorisation des missions, en lien avec le COP, qui mentionne des surfaces d'acquisition de foncier pour la protection des espaces naturels.

Enfin, l'établissement devra déterminer sa part dans les demandes de compensation pour la recherche de financements, publics et privés.

Mme MARTINIE-COUSTY considère que les sites naturels de compensation, de renaturation et de restauration constituent des moyens d'acquérir sans dépense des terrains. Toutefois, la compensation ne peut s'exercer que sur des habitats sensiblement comparables et situés sur le même périmètre que les projets qu'elle compense. Ce dispositif devra sans doute être mobilisé, mais ne pourra pas représenter le fonds de roulement de l'acquisition. En revanche, la compensation à terre des effets cumulés de l'éolien en mer semble compliquée. Il serait souhaitable que le Conservatoire puisse bénéficier de la taxe éolienne, puisqu'il gère des domaines du patrimoine maritime qui lui ont été affectés, sans moyens spécifiques.

Il est donc nécessaire d'avancer prudemment en construisant une base saine. À ce titre, la question de la TAEMUP est une priorité et il semble indispensable de sécuriser son affectation. Par exemple, les éco-organismes en charge de la filière de recyclage des navires ne devraient plus bénéficier de la TAEMUP, car aucune autre filière de recyclage, en France, ne bénéficie des produits d'une taxe. Ce dispositif, qui devait durer deux ans, est toujours en vigueur après cinq ans.

Les bâtiments coûtent en effet très cher au Conservatoire, à l'instar des nombreux phares qui lui ont été affectés, dont l'entretien et la restauration, souvent au titre de monuments historiques, sont délicats et onéreux. Madame Martinie-Cousty propose également d'utiliser le patrimoine bâti, déjà existant, pour générer des recettes destinées à valoriser et aider financièrement l'établissement. Certains sites, comme le domaine du Rayol, proposent déjà cette formule.

Enfin, les sites du Conservatoire du littoral sont souvent utilisés pour l'organisation de trails ou de manifestations sportives, en demandant une participation très faible, de l'ordre d'un ou deux euros à chaque participant. Le montant de cette participation pourrait être largement augmentée. Le tarif des inscriptions à certains trails peut en effet atteindre 150, voire 600 euros. Le montant de la participation pourrait signifier l'aspect exceptionnel et l'extrême fragilité des sites parcourus.

Alors que le PLF 2025 prévoit des subventions d'un montant de 12 milliards d'euros pour des opérations nuisibles à la biodiversité et au climat, Madame Martinie-Cousty espère que les députés et les sénateurs s'efforceront de garantir la somme de 70 M€, nécessaire au Conservatoire du littoral pour mener à bien son projet d'établissement et la préservation de la biodiversité.

M. DUPUY assure que chacun est conscient des enjeux financiers du projet de budget 2025 pour le Conservatoire du littoral. Monsieur Dupuy souhaite toutefois attirer l'attention des membres de l'assemblée sur la facilité que représenteraient d'éventuelles coupes budgétaires sur les salaires et les dépenses de personnel de l'établissement. Ces coupes budgétaires, sous la forme de réduction de postes, de précarisation des contrats ou de réduction de prises en charge, auraient évidemment pour effet immédiat d'équilibrer les comptes du Conservatoire.

Cependant, Monsieur Dupuy invite à considérer les répercussions à long terme sur le personnel d'une telle décision. La qualité reconnue des interventions de l'établissement a toujours reposé sur l'engagement, la motivation et la compétence de son personnel. La détérioration des conditions de travail aurait des effets directs sur la qualité des interventions du Conservatoire, car un personnel démotivé et surchargé de travail n'est plus en capacité de répondre efficacement aux attentes des usagers.

Monsieur Dupuy propose donc quelques alternatives de restriction budgétaire, susceptibles de générer des économies sans impacter la qualité de travail des agents. Tout d'abord, il est certainement possible de déterminer quelques missions moins prioritaires, moins essentielles, en foncier comme en gestion, et de définir des modalités d'intervention moins onéreuses tout en garantissant la même qualité d'intervention de l'établissement. La période de disette budgétaire pourrait également permettre de revenir à ce qui constituait la richesse du Conservatoire du littoral, une organisation moins pyramidale, une prise d'initiative favorisée, une innovation dans les processus, et une motivation à trouver des solutions plus efficaces et moins onéreuses.

Pour cela, Monsieur Dupuy suggère d'orienter les ressources vers des emplois de terrain et d'exécution, au détriment éventuel de quelques postes, favorisant le surcontrôle, et de la multiplication des échelons hiérarchiques, sources de dépenses supplémentaires. Cette situation est fréquemment justifiée par l'argument du développement du Conservatoire. Toutefois, Monsieur Dupuy rappelle que l'établissement fonctionne avec 200 agents sur le territoire national, regroupés en petites équipes. Rien ne saurait donc justifier la volonté de copier l'organisation d'un département ou d'une région.

Monsieur Dupuy invite donc les membres de l'assemblée à prendre en compte ces éléments et à agir en responsabilité afin que, paradoxalement, une période de disette budgétaire enrichisse les modes de fonctionnement au sein du Conservatoire du littoral. La préservation des équipes est essentielle, non seulement pour le bien-être des salariés, mais aussi pour garantir la pérennité et la qualité des services de cet établissement public.

Mme LANGEVINE remercie Monsieur Dupuy pour son intervention, tout en lui suggérant de solliciter également les instances internes de l'établissement. Une rencontre entre Monsieur Van de Maele et les représentants du personnel est prévue dans les prochains jours.

M. BECOUARN rappelle que l'APER est un organisme agréé par le ministère de la Transition écologique, pour une filière écoresponsable de recyclage des navires de plaisance en fin de vie. Il s'agit du premier dispositif de ce type en Europe. L'APER est l'un des affectataires de la TAEMUP et reçoit une allocation de 1 M€.

Mme LANGEVINE indique que le débat se poursuivra et sera complété par la séance du Conseil d'administration de novembre, avec une meilleure visibilité sur les orientations du gouvernement et des différents ministères.

1. Approbation des procès-verbaux

1.1. Séance du 25 juin 2024

Mme MARTINIE-COUSTY précise qu'elle siège au Conseil d'administration du Conservatoire du littoral au titre de représentante de France Nature Environnement.

Le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024 est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-059, point 1.1.

2. Stratégie et partenariats

2.2. Réflexions préparatoires en vue d'orientations nationales sur le patrimoine bâti du Conservatoire du littoral (pour débat)

Mme LANGEVINE indique que ce point, destiné à définir des orientations sur le patrimoine bâti, s'inscrit dans le prolongement des échanges précédents, ce patrimoine représentant une charge financière importante dans la structuration du budget de l'établissement.

M. ANSELIN rappelle l'importance du patrimoine bâti du Conservatoire du littoral, tant en quantité qu'en diversité. Ce patrimoine constitue un atout considérable pour la valorisation des territoires. Il représente une part significative des investissements de l'établissement, et à ce titre, méritait de faire l'objet d'orientations nationales. Une réflexion a donc été initiée en 2023, avec la mise en place d'un dispositif cohérent, à la hauteur des enjeux. Il intègre plusieurs facettes, dont le recrutement de Madame Amandine Decarli, architecte du patrimoine, le recours à des architectes-conseils de l'État, et une réflexion interne sur l'exercice de la maîtrise d'ouvrage au sein de l'établissement.

Mme DECARLI précise que la démarche est articulée en deux grands volets. Le premier, porté en 2023, a constitué la partie méthodologique, interne au Conservatoire, et avait pour objet de travailler sur des processus et des outils, afin de déterminer comment l'établissement pouvait monter en compétence sur ces sujets. Les fruits de ce travail sont déjà perceptibles. D'autre part, une réflexion plus stratégique concerne les orientations nationales pour le patrimoine bâti, ainsi qu'un travail

d'actualisation de la stratégie 2025. La mise en contexte et la présentation du patrimoine bâti du Conservatoire sont l'objet de cette première communication.

Le Conservatoire du littoral est propriétaire et affectataire d'environ «3 500 bâtiments, dont 87 Monuments historiques et de nombreux édifices de grande valeur patrimoniale sur l'ensemble de ses sites.

L'entrée thématique de ce patrimoine permet d'établir une classification. Les phares sont la catégorie la plus emblématique. Ils sont au nombre de 51, bientôt affectables. On dénombre également une centaine de maisons de site, permettant d'établir le relais entre les différentes missions du Conservatoire. À ces maisons, s'ajoutent une vingtaine de sites et de refuges, une centaine de logements permettant d'accueillir gardes et gardiens sur les sites, et 80 observatoires. Le Conservatoire du littoral est également propriétaire ou affectataire de 87 Monuments historiques. À titre de comparaison, le Centre des Monuments Nationaux est affectataire d'une centaine de monuments. Même s'il s'agit de sites d'échelle et de nature différentes, cette comparaison permet d'illustrer la valeur considérable du patrimoine bâti de l'établissement. Enfin, il est nécessaire de noter que 40 % de ces 3 500 bâtiments sont voués à la déconstruction, soit au regard de leur dégradation, soit qu'il s'agisse de bâtis construits sans autorisation.

En termes de budget propre d'investissement, depuis une dizaine d'années, un tiers du budget est consacré aux travaux sur le bâti, et deux tiers sont investis sur les travaux de terrain ou sur les opérations de renaturation. La dynamique des travaux sur le bâti est relativement importante, avec une centaine d'opérations individualisées, d'un montant supérieur à 100 000 €. Les ressources propres s'élèvent à environ 3 M€ investis chaque année pour les travaux sur le bâti. L'enveloppe des actions de déconstruction s'élève à environ 1,5 M€. L'action partenariale du Conservatoire autorise un effet levier permettant de démultiplier par trois, ponctuellement par dix, les investissements initiaux. Par ailleurs, 30 M€ ont été investis depuis une dizaine d'années, pour la mission de valorisation des phares. Sur les 75 projets réalisés dans le cadre du plan de relance, 28 projets ont été dédiés à des actions sur le bâti, pour un montant total de subventions de 11 M€. Le FIM a également permis de réaliser neuf projets sur le patrimoine bâti, pour un montant de 1,8 M€ de subventions.

Le patrimoine bâti, riche et varié, témoigne de l'histoire des sites. Outre les phares, le patrimoine militaire est également très représenté, le Conservatoire du littoral étant affectataire prioritaire des terrains du ministère des Armées. Le patrimoine vernaculaire est également représenté, de façon plus limitée, ainsi que certains monuments de l'histoire de l'architecture, comme la villa E-1027 d'Eileen Gray, à Roquebrune-Cap-Martin. D'autres éléments plus modestes, participent également à la valorisation des sites, à l'instar des croix de chemin, des puits ou des murs de soutènement. Enfin, quelques sites archéologiques sont protégés au titre des Monuments historiques et témoignent de l'occupation ancestrale du littoral.

Lorsque le Grenelle de la mer opère le transfert des phares au Conservatoire en 2013, l'article du Code de l'environnement est modifié, afin de donner toute légitimité à l'établissement pour la « *préservation des sites naturels, ainsi que celle des biens culturels qui s'y rapportent* ». Les actions sont cependant beaucoup plus anciennes, avec une première acquisition de bâti dès 1977. En 2015, l'établissement rédige les premiers principes d'action sur la question de l'acquisition et de la gestion du bâti. Par ailleurs, le projet « Héritage littoral » a valorisé les monuments présents sur les terrains du

Conservatoire par le biais d'une fiche d'information sur ces marqueurs historiques, témoins de l'implantation humaine sur les littoraux.

La valeur patrimoniale de ces bâtiments ne peut donc être remise en cause. Certains sont protégés par le Code du patrimoine, comme l'abbaye de Beauport, ou le fort de l'Île de Tatihou, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. D'autres bâtiments anciens correspondaient à un usage, et même s'ils ne sont pas protégés par le Code du patrimoine, ils représentent à l'évidence un réel intérêt patrimonial. C'est le cas du petit phare de Wissant, bâtiment rural transformé en gîte. Certains bâtis non protégés ne présentent pas d'intérêt patrimonial spécifique, mais une certaine valeur d'usage. Ces bâtiments pourraient être conservés pour leur gestion, pour stocker du matériel, accueillir des gardes ou des bureaux. Enfin, 40 % des bâtiments ne présentent ni intérêt patrimonial, ni valeur d'usage, et sont parfois trop dégradés pour engager une quelconque opération de valorisation. Ils portent préjudice à la qualité du site et à sa présentation. Le plus grand défi consiste à trouver de nouvelles affectations à ces bâtiments. L'usage est généralement amené à évoluer. Par exemple, les annexes d'un moulin, à l'origine bâtiments d'activité rurale, sont devenus résidence d'artiste, avec le projet de transformer le moulin, très dégradé, en observatoire. Enfin, 40 à 50 % des acquisitions font l'objet d'une déconstruction pour des opérations de désartificialisation et de renaturation.

L'action du Conservatoire du littoral est donc spécifique et unique, au regard de son patrimoine en expansion croissante. Pour rappel, l'établissement n'a pas l'usage propre de ces 2 500 bâtiments conservés, qui sont entièrement dédiés à des projets de territoire et aux gestionnaires du Conservatoire. Enfin, il est nécessaire de rappeler que l'établissement a la capacité de générer un fort effet levier, notamment grâce à la délégation de maîtrise d'ouvrage et à son action partenariale.

Concernant la construction de ces orientations nationales, les principes d'action rédigés en 2015 sont toujours d'actualité, mais doivent être complétés par la dimension culturelle de l'action menée par le Conservatoire. Par ailleurs, en 2021, l'établissement a commandé un rapport établissant un état des lieux de sa maîtrise d'ouvrage. Le travail de construction est fondé sur les cinq grands axes stratégiques du COP, intégrant la notion fondamentale que le bâti doit rester au service du site. Par ailleurs, le projet d'orientations s'articule également avec d'autres stratégies et politiques publiques, par exemple culturelles, dont celles des Monuments historiques, la Stratégie nationale pour la mer et le littoral, ou le ZAN. Enfin, des échanges ont eu lieu avec d'autres grands propriétaires de biens publics, le CMN, les VNF, ou l'ONF.

Le bâti est au cœur de ces réflexions, mais les questions d'aménagement du territoire, de paysage, d'environnement et de biodiversité doivent également être questionnées. Ce travail de réflexion a permis de déterminer quatre enjeux fondamentaux. D'une part, il est important d'affirmer que le patrimoine bâti est une entité légitime des sites du Conservatoire, et qu'à ce titre, il doit être pris en compte. Par ailleurs, les principes d'action élaborés en 2015 devront être précisés et fiabilisés. Ils devront également être spécifiques aux missions de l'établissement et à ses moyens. L'axe suivant concerne l'ensemble du volet méthodologique destiné à assurer la responsabilité et les engagements d'un grand propriétaire, maître d'ouvrage et gestionnaire de biens publics. Enfin, l'action du Conservatoire pour la valorisation de ses patrimoines littoraux doit être plus lisible, notamment pour paraître plus légitime. Au-delà de la communication, il sera nécessaire de s'inscrire dans le réseau d'acteurs et de financeurs.

M. ANSELIN, à l'issue de cette information permettant de mesurer l'ampleur et la diversité du patrimoine bâti de l'établissement, propose aux membres du Conseil d'administration d'exprimer leurs recommandations. Les orientations nationales ne sont pas rédigées, mais le travail finalisé pourra être présenté lors d'une prochaine réunion du Conseil d'administration.

M. LEGER rappelle que si l'acquisition de bâti est souvent prévue et volontaire, elle peut parfois être subie. Les projets élaborés autour des éléments bâtis sont anticipés et généralement inscrits dans une réflexion préalable à l'acquisition. Par ailleurs, si certains bâtis doivent en effet être démolis, d'autres doivent être préservés. Il existe également une autre catégorie dont on pourrait imaginer qu'elle soit livrée à un effacement progressif, c'est-à-dire intégrée dans une dynamique naturelle, établie grâce à l'acquisition par le Conservatoire. Certains bâtis de l'établissement seraient ainsi inscrits dans une « logique de ruines ». En effet, il est fréquent qu'une restauration affecte le sens de la trace patrimoniale d'un bâtiment, alors que sa disparition progressive marque une historicité. Les blockhaus du mur de l'Atlantique illustrent parfaitement cette logique de mouvement du bâti. La vocation du Conservatoire du littoral n'est pas de patrimonialiser la nature. En ce sens, le choix ne devrait pas se limiter pas à la démolition ou à la restauration.

M. JALBERT observe que les bâtis du Conservatoire participent de la valorisation du territoire, avec notamment une adhésion du public supérieure à celle réservée au patrimoine naturel. Par exemple, le phare de Pertusatu, en Corse, est un objet de fierté locale tant pour les habitants que pour la commune. En Camargue, le fort de Tourvieille est situé au sein d'un vaste site naturel, dont la gestion est l'objet de diverses tensions. Cependant, sa restauration a immédiatement cristallisé une adhésion positive. Par ailleurs, Monsieur Jalbert fait part de sa stupéfaction en découvrant que 40 % des bâtis dégradent les sites de l'établissement. Il est évident que le Conservatoire du littoral doit éviter d'accumuler un patrimoine non seulement sans valeur, mais dévalorisant l'image du Conservatoire et aggravant ses difficultés budgétaires.

Mme SERNA précise qu'elle représente la direction générale des Patrimoines et de l'Architecture. Elle rappelle que la circulaire du 15 juillet 1975 met fin au régime particulier des bâtiments civils, et mentionne que « *chaque département sera désormais responsable de l'entretien et des réparations des immeubles qui lui sont affectés, ou qui sont affectés à des établissements placés sous la tutelle, qu'ils soient protégés ou non au titre des Monuments historiques* ». La direction générale des Patrimoines et de l'Architecture est prête à un travail commun sur la caractérisation, l'identification, et la mise en place d'une typologie de ce patrimoine bâti. Cependant, le Ministère de la Culture doit faire preuve d'exemplarité en tant que garant de la politique de l'État, et en matière de préservation de son propre patrimoine. Dans ce cadre, le Ministère de la Culture maintient donc sa préférence pour les besoins immobiliers de l'État au sein des DRAC et des DAC.

Mme MONNEAU ajoute que l'érosion du trait de côte constitue un enjeu de taille pour les sites archéologiques et les sites mémoriels ultramarins. Cette question pourrait être intégrée au programme Adapto+, prochainement déployé en Martinique. Par ailleurs, une sensibilisation des populations semble nécessaire, car elles ne sont pas toujours informées de l'existence de ce patrimoine littoral. Le conservatoire d'archéologie de la Guadeloupe est, à ce titre, très actif. Enfin, le volet partenarial avec les collectivités et les établissements publics devra être développé. Le ministère des Outre-mer se déclare prêt à travailler avec le Conservatoire sur ces différents enjeux.

Mme DE LAVERGNE remarque qu'il existe plusieurs orientations, et il serait à ce titre intéressant de différencier plusieurs catégories de bâtis. Les stratégies concernant l'ancien bâti et leur gestion doivent différer de celles qui seront adoptées pour les futures acquisitions. Madame de Lavergne suggère également nécessaire d'établir des groupes correspondant à des enjeux patrimoniaux, historiques, mémoriels ou paysagers, afin de déterminer des priorités. Enfin, les territoires devront nécessairement être sollicités dans l'objectif de définir collectivement une logique d'opportunité.

Mme LANGEVINE confirme qu'un travail de réflexion et un débat pourrait être menés au sein de chaque Conseil de rivières, afin de solliciter les élus locaux. Ce point est essentiel, notamment dans le cadre d'une recherche de cofinancement, mais également pour la question de la maîtrise d'ouvrage, point qui fait sans doute défaut à ces réflexions préparatoires. L'appétence et l'engagement du territoire est indispensable, s'agissant notamment des EPCI, contraintes par un impératif de répartition et d'équilibre territorial. Le FEDER peut également être mobilisé. Enfin, il est également nécessaire de s'assurer de la capacité du gestionnaire à assurer le bon fonctionnement des sites. Ce point est fréquemment évoqué lors de la présentation des projets.

M. CRAUSTE confirme que la question de la maîtrise d'ouvrage fait l'objet d'un volontarisme politique des maires, comme des présidents de communautés de communes. La réhabilitation du phare du l'Espiguette, au Grau-du-Roi, a été assurée par la commune, qui convaincue par le projet, s'est portée maître d'ouvrage. Monsieur Crauste se félicite de l'accompagnement du Conservatoire du littoral, dont la commune a bénéficié pour l'ingénierie ou le montage des dossiers. Les élus locaux peuvent être rassurés par cet accompagnement.

M. DE GRISSAC, outre le débat technique et financier, suggère de dépasser le cloisonnement entre nature et culture, et cette opposition entre les bâtis sains et les bâtis sans valeur. La richesse patrimoniale des bâtis du Conservatoire devrait porter cette philosophie du dépassement d'une vision binaire, propre aux pays occidentaux.

Mme LANGEVINE affirme son intérêt pour la catégorie de l'effacement, évoquée par Monsieur Léger. Il sera toutefois nécessaire de l'accompagner d'un récit pour la bonne compréhension de cette étape.

M. BRIE rappelle que l'ancienne usine Nobel du site de Paulilles, dans les Pyrénées-Orientales, a été rachetée par le Conservatoire et le département. Un projet exemplaire d'effacement des différents bâtiments situés dans une zone de risques naturels a été mis en œuvre, tout en conservant quelques bâtiments mémoriels qui assurent un dialogue avec l'aspect naturel du site.

M. DE GRISSAC ajoute qu'un travail similaire est également en cours sur la Réserve des Sept Îles. La réhabilitation du fort de l'Île aux Moines est accompagnée d'un projet d'information destiné à porter à la connaissance du public les études scientifiques réalisées sur la Réserve, par le biais des arts, danse, écriture ou poésie.

M. VAN DE MAELE confirme la nécessité de mener cette réflexion en amont de l'acquisition. Il partage également la conviction que l'opposition entre le bâti et le patrimoine naturel n'est pas pertinente.

2.3. Convention de partenariat département des Landes (pour approbation)

Mme GUILHEM indique qu'il est proposé de renouveler la convention de partenariat entre le département des Landes et le Conservatoire du littoral. Dans les années 60, le département a adopté une politique de protection des espaces naturels sensibles et a collaboré avec le Conservatoire dès sa création. En 2011, ce partenariat a été formalisé par une convention-cadre, avec un accroissement notable des surfaces et des périmètres autorisés. Les domaines protégés ont été étendus et la quasi-totalité du département des Landes a ainsi été couverte par une convention et un plan de gestion. Des projets structurants ont également été mis en œuvre par l'établissement, grâce à l'aide financière du département : projets d'amélioration des continuités écologiques sur des ouvrages hydrauliques, travaux de restauration dunaire et de zones humides, déconstructions de ruines et amélioration de l'accueil du public. L'établissement est également un acteur privilégié de la mise en œuvre du schéma Nature 40, et parallèlement, le département contribue à la stratégie 2015-2050 du Conservatoire.

Aucune observation n'étant formulée, le renouvellement de la convention de partenariat avec le département des Landes est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-060, point 2.3.

2.4. Renouvellement partiel du Conseil scientifique (pour approbation)

M. ANSELIN rappelle que le Conseil scientifique a été renouvelé pour la dernière fois en 2022. Présidé par Monsieur François Léger, le Conseil scientifique est composé de 15 membres, universitaires et chercheurs, spécialistes de diverses disciplines, écologie, anthropologie, sciences politiques ou philosophie. Un poste restait à pourvoir dans le champ de l'urbanisme, de l'architecture et de l'histoire patrimoniale. Il est donc proposé d'accueillir Monsieur Richard Klein, architecte spécialiste du patrimoine, docteur en histoire de l'art, professeur et chercheur à l'ENSAPL (École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysages de Lille).

Par ailleurs, Monsieur Anselin informe du départ de Madame Virginie Duvat, géographe et géomorphologue, spécialiste des îles tropicales et membre du GIEC. Son poste sera renouvelé.

M. LEGER remarque que le domaine d'étude de Monsieur Richard Klein correspond exactement à la question des patrimoines bâtis, évoquée lors de la séance. Par ailleurs, Monsieur Léger observe qu'il manque un membre spécialisé dans les sujets ultramarins. Enfin, il regrette que la parité soit si peu respectée au sein du Conseil scientifique et espère que cet équilibre sera progressivement rétabli dans les prochaines années.

Mme SERNA se félicite également de l'arrivée de Monsieur Richard Klein, qui siège dans de nombreuses instances au sein du ministère de la Culture, et notamment au sein de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture. Par ailleurs, Madame Serna signale que la réflexion sur la question des ruines est déjà très avancée au ministère de la Culture. La notion d'effacement et celle de « site sentinelle » émergent également.

M. JALBERT remarque que deux disciplines sont représentées par trois représentants, alors que cinq autres domaines ne sont pas représentés au sein du Conseil scientifique. Monsieur Jalbert suggère donc de s'interroger sur la nécessité de trouver un représentant pour ces disciplines orphelines, et notamment dans le champ disciplinaire de la sociologie, indispensable aux réflexions engagées au sein du Conservatoire.

Par ailleurs, Monsieur Jalbert regrette que les interactions entre le Conseil scientifique et le Conseil d'administration soient assez faibles. De nombreux sujets traités par le Conseil scientifique, relatifs à l'anticipation et à la prospective, pourraient alimenter davantage les réflexions du Conseil d'administration. Enfin, l'anniversaire des 50 ans de l'établissement constitue l'occasion de porter des messages positifs, engageants et valorisants.

Mme LANGEVINE partage le point de vue de Monsieur Léger, et invite les membres du Conseil scientifique à se déplacer, dans la mesure du possible, dans les Conseils de rivages.

M. LEGER rappelle que les membres du Conseil scientifique sont bénévoles et qu'il est donc difficile de leur demander un engagement démesuré. Il est toutefois incontestable que les relations avec le Conseil d'administration et avec les Conseils de rivages pourraient être enrichies.

Aucune observation n'étant formulée, le renouvellement partiel du Conseil scientifique est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-061, point 2.4.

2.5. Organisation des célébrations du 50^{ème} anniversaire (pour information)

M. VAN DE MAELE précise que les travaux de préparation pour l'année du 50^{ème} anniversaire du Conservatoire du littoral ont débuté.

Mme TEODORESCU propose quelques perspectives pour la programmation de l'année anniversaire de l'établissement. Ces projets sont en cours d'élaboration avec les partenaires.

Dès janvier 2025, un événement de lancement du programme Adapto + sera l'occasion d'évoquer la question de l'adaptation au changement climatique et les solutions fondées sur la nature, avec une variété d'interlocuteurs partenaires du projet, Union européenne, ministère de tutelle, ou collectivités territoriales.

Un second événement sur la question du paysage aura lieu au printemps 2025. Les acteurs de l'aménagement du territoire, paysagistes et communauté de chercheurs travaillant sur ce sujet, seront mobilisés.

Des promenades littorales seront également proposées, organisées en 50 itinérances sur 50 dates, du printemps à l'automne 2025. Cet événement, destiné au grand public, sera l'occasion d'une découverte sensible du littoral.

La campagne de sensibilisation du grand public, « Attention, on marche sur des œufs », organisée avec la LPO, l'OFB, l'ONF, et Rivages de France, serait suivie d'une journée rassemblant tous les gestionnaires pour une séquence de travail sur les enjeux des différents sites.

La journée anniversaire du 10 juillet 2025 sera probablement organisée à Rochefort, avec tous les acteurs, ministère de tutelle, élus, agents, représentants des gardes du littoral, ou partenaires financiers.

Une journée d'étude sur la question du patrimoine sera proposée à partir en septembre 2025, en lien avec les Journées européennes du patrimoine, pour engager une réflexion sur le lien entre patrimoine naturel et patrimoine culturel.

Une autre journée d'étude, organisée en novembre, aura pour objet une réflexion sur la notion de l'accès à la nature, du point de vue réglementaire, sociologique ou des politiques publiques.

Enfin, l'année anniversaire pourrait se clôturer sur un évènement festif, avec l'objectif de mobiliser des financeurs, via le mécénat et une dynamique de collecte de fonds.

Parallèlement à cette programmation nationale, un travail sera réalisé avec les différentes délégations afin d'impulser des dynamiques au niveau des territoires pour une programmation en région, à l'image de l'exposition de photographies dans le cadre de Deux-Caps Photos Festival. Une autre exposition pourrait être organisée à partir de la collection photographique du Conservatoire du littoral. Une collaboration avec le Musée d'art contemporain aurait pour objet une mise en valeur de l'œuvre de Dado. Par ailleurs, l'artiste Sandrine Expilly exposera une œuvre sur Saint-John Perse, en Guadeloupe. Des concerts intitulés « À vol d'oiseaux » seront organisés avec la LPO sur un ensemble de sites. Des vues satellites des littoraux seront également exposées, en collaboration avec le CNES.

Mme LANGEVINE rappelle que cette présentation propose des pistes, mais est encore à l'état de projet. Ces propositions devront être enrichies, notamment par les suggestions du Conseil scientifique, mais aussi par celles des gestionnaires et de l'ensemble des acteurs du territoire. Des actions pourront également être portées auprès des publics scolaires. Cet anniversaire sera l'occasion de renforcer les liens, de questionner le bien commun, de réfléchir à la façon d'envisager les missions futures et les priorités de l'établissement, et de consolider l'attachement au Conservatoire.

M. VAN DE MAELE ajoute que les événements nationaux mettront en valeur les partenaires de l'établissement. Les initiatives locales seront nombreuses.

Mme MARTINIE-COUSTY approuve le projet d'organiser des animations depuis les régions et la volonté de présenter le Conservatoire comme un organisme présent sur les territoires. Madame Martinie-Cousty assure de l'engagement de France Nature Environnement, tout en rappelant que la fédération compte 900 000 adhérents en métropole et en Outre-mer, et plus de 6 000 associations. Madame Martinie-Cousty déplore toutefois que l'Année de la mer 2025 soit organisée sans financement, et demande si un budget sera dédié aux 50 ans de l'établissement. Le GIEC sur l'état des océans s'inscrit dans l'Accord de Paris, qui aura 10 ans en 2025. Le cinquantenaire sera ainsi l'occasion d'établir le lien avec le Conservatoire, propriétaire de terrains sur le littoral, biens communs qui doivent impérieusement être sauvegardés.

M. BECOUARN confirme la cohérence de calendrier entre les 50 ans du Conservatoire et l'Année de la mer. L'objectif est de valoriser les acteurs du maritime et de trouver des synergies. Les crédits pour porter l'Année de la mer seront effectivement assez réduits, mais la motivation sera intacte, avec la présence d'un chef de projet à la DGAMPA qui pourra mutualiser les projets.

Mme MARTINIE-COUSTY signale que cette personne ne répond pas aux sollicitations écrites.

M. BECOUARN prend note.

M. DE GRISSAC précise que la LPO s'associera également volontiers à l'évènement du cinquantenaire du Conservatoire du littoral.

3. Interventions foncières

3.1. Périmètres d'intervention (pour approbation)

Conseil de rivages Bretagne – Pays-de-la-Loire

3.1.1. Estuaire de la Loire – extension de l'aire de compétence

M. BELZ rappelle les actions menées par le Conservatoire du littoral sur l'estuaire de la Loire. Trait central du territoire de Centre-Atlantique, cet estuaire constitue une zone humide majeure de la façade atlantique, concentrant à la fois des enjeux écologiques, mais aussi économiques, portuaires, industriels et touristiques. La mise en œuvre de la gouvernance de territoire entre les deux rives est complexe. L'estuaire de la Loire est en effet marqué par la constante modification de la géomorphologie du fleuve, que l'Homme a toujours cherché à canaliser par la construction d'ouvrages destinés à accélérer les courants. Durant le XX^e siècle, une importante quantité de sable a été extraite, afin que l'onde de marée remonte le plus en amont possible. La largeur entre les deux berges a donc été considérablement réduite, passant de 1 200 mètres à 200 mètres aux environs de Nantes. Les conséquences ont été spectaculaires : une maritimisation remontant à plus de 30 kms de Nantes, une salinisation élevée, la croissance progressive d'un bouchon vaseux, et une érosion accrue des berges. Depuis quelques années, la démarche consiste à revenir vers un terrain beaucoup plus naturel en recréant des vasières.

Le Conservatoire du littoral intervient sur l'estuaire entre Nantes et Saint-Nazaire depuis 25 ans, en mettant en œuvre une politique foncière de protection, de restauration, de gestion et de valorisation de l'espace littoral. Le périmètre d'intervention couvre 5 400 ha. Gestionnaire depuis 2014, le département de Loire-Atlantique, a fortement investi en s'engageant financièrement et humainement pour coordonner la mise en œuvre de la gestion, d'actions concrètes de restauration et de suivi quotidien. En 2016, l'aboutissement d'un plan de gestion a constitué un acte fondateur pour l'établissement, et le résultat de l'élaboration d'un réel dialogue entre les usagers des deux rives, éleveurs, naturalistes, ou chasseurs. Une trajectoire de gestion et des usages a ainsi été définie, au croisement de diverses thématiques, hydrauliques, biodiversité, agriculture, chasse ou accueil du public. Les suivis scientifiques, notamment sur l'avifaune, sont réguliers. Une cinquantaine de conventions d'exploitation dédiées à l'élevage extensif représentent 90 % du territoire d'intervention. Toutefois, le cheminement d'eau et le changement climatique génèrent une difficulté croissante de l'accès à certaines îles. Une surface de 2 300 ha a été placée en réserve de chasse, ce qui permet la régulation des ESOD (Espèces Susceptibles d'Occasionner des Dégâts), participant ainsi de cette recherche d'équilibre. Une inauguration s'est déroulée le 6 septembre. Un axe de réflexion pour élaborer des schémas d'accueil du public a été partagé en permanence avec les acteurs locaux.

Saint Etienne de Montluc et Saint-Jean-de-Boiseau sont deux communes de l'estuaire. Les communes ont souhaité une intervention du Conservatoire sur leur territoire, pour une continuité du périmètre existant. Ces deux communes sont cependant situées en amont de la limite de salure des eaux. À ce titre, elles ne relèvent donc pas de la liste des communes littorales. Il est donc nécessaire d'élargir l'aire de compétence du Conservatoire, tel que l'article L322-1 du Code de l'environnement le permet, au titre de la continuité écologique et paysagère. Il est proposé aux membres du Conseil d'administration d'autoriser le directeur à effectuer cette procédure d'extension de compétence sur ces deux communes.

Aucune observation n'étant formulée, l'extension de l'aire de compétence sur l'estuaire de la Loire est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-062, point 3.1.1.

3.1.2. Estuaire de la Loire – Saint Etienne de Montluc, Saint-Jean-de-Boiseau – Loire-Atlantique – extension

M. BELZ présente en préambule, l'intervention du Conservatoire du littoral sur l'estuaire de la Loire. Il indique ensuite que, dans la continuité du périmètre d'intervention existant sur la rive nord de l'estuaire, il est proposé d'étendre le périmètre d'intervention de l'établissement sur 610 ha, situés sur le territoire de la commune de Saint Etienne de Montluc, en bordure de Loire. Cette zone agricole de marais, majoritairement constituée de prairies naturelles, est située dans le lit majeur du fleuve, et présente un fort intérêt écologique et paysager. Le projet de périmètre n'intègre pas de constructions, et est en cohérence avec le zonage établi au PLU. Par ailleurs, afin de conforter l'action foncière menée sur ce secteur, la Commune a sollicité le Département de la Loire-Atlantique pour la création d'une zone de préemption Espaces Naturels Sensibles sur les limites du projet de périmètre d'intervention du Conservatoire du littoral. Les espaces acquis seront gérés par le département de Loire-Atlantique.

L'extension sur la commune de Saint-Jean-de-Boiseau concerne 279 ha, situés sur une ancienne île de la Loire. L'espace urbain, en forte croissance, menace les espaces naturels. Le maire a donc souhaité l'intervention du Conservatoire. Le projet d'extension de la commune de Saint-Jean-de-Boiseau est situé sur un marais comprenant une ancienne île de Loire, l'île Pivin, ainsi que d'anciens bras de Loire, aujourd'hui atterris. L'ensemble est majoritairement composé de prairies naturelles humides, roselières et boisements alluviaux. Il comprend également un grand remblai de sable issu d'anciennes opérations de dragage, réalisées par le Grand Port Maritime Nantes - Saint-Nazaire. Cet ensemble de grand intérêt écologique et paysager est intégré au site Natura 2000. Ce secteur encore naturel est néanmoins très proche des espaces urbanisés de l'agglomération nantaise. Dans ce contexte, l'activité d'élevage et les espaces naturels sont sous pression et menacés depuis de nombreuses années par une banalisation de certaines parcelles pour des activités de loisirs. Afin de lutter contre ces phénomènes, la commune réalise depuis de nombreuses années des acquisitions foncières, et est aujourd'hui propriétaire de près de 80 ha au sein de ce marais. Les acquisitions qui seront réalisées par le Conservatoire permettront de conforter l'élevage extensif sur le site, tout en protégeant et restaurant au mieux les fonctionnalités écologiques du lieu. Le site aura également vocation à intégrer la démarche continue d'élaboration de schémas d'intentions paysagères à l'échelle de l'estuaire. Cette démarche permet la mise en valeur du patrimoine estuarien, historique, naturel et culturel, en tenant compte de la sensibilité particulière des espaces. Un chantier naval traditionnel est encore en activité à proximité du site. Sa valorisation pourra être intégrée au projet. En vue de la valorisation douce et encadrée de ce marais pour la population, une réflexion est en effet déjà menée par la commune en partenariat avec Nantes Métropole. Par ailleurs, la commune a sollicité le département de la Loire-Atlantique pour la création d'une zone de préemption Espaces Naturels Sensibles reprenant les limites de ce projet de périmètre, afin de conforter l'action foncière menée sur ce secteur. Le département sera gestionnaire des terrains qui seront acquis.

Aucune observation n'étant formulée, le programme d'extension sur les communes de Saint Etienne de Montluc et de Saint-Jean-de-Boiseau, sur l'estuaire de la Loire, en Loire-Atlantique, est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-063, point 3.1.2.

3.1.3. Pointe de Roux – Charente-Maritime – extension

M. BELZ précise que le site de la Pointe de Roux est situé aux portes de La Rochelle, et constitue une coupure d'urbanisation et un espace de déambulation important pour la population locale. Il fait l'objet d'une pression foncière historiquement importante. L'ancienne ZAD (Zone d'Aménagement Différé) est devenue ENS (Espace Naturel Sensible), mais les projets spéculatifs de certains propriétaires privés persistent, avec par exemple, un projet d'installation de stockage de déchets inertes dans l'ancienne carrière. Depuis 2012, sur sollicitation de la commune, le Conservatoire du littoral intervient sur ce site de 65 ha et s'est progressivement rendu propriétaire de plus de 11 ha. Une zone de préemption, créée par le département au titre des ENS, se superpose au périmètre du Conservatoire, qui peut donc exercer un droit de préemption par substitution au Conseil départemental.

En parallèle, la Pointe de Roux fait l'objet de plusieurs dynamiques engagées depuis 2012. Un projet de « parc naturel littoral » est porté par la Communauté d'Agglomération, en lien avec les communes, dans le cadre d'un appel à projets lancé par l'État au titre du contrat de plan État-Région 2015-2020. Un projet de déplacement et de requalification du sentier littoral, est également engagé en maîtrise d'ouvrage communale, avec l'appui des financements « France Vue sur Mer ».

Dans cette dynamique, le Conservatoire du littoral a pour objectif de protéger cet espace pour le long terme, tout en travaillant sur une requalification et une valorisation douce et plus qualitative de cette portion du littoral. Toutefois, le périmètre d'intervention existant n'étant aujourd'hui pas complètement cohérent avec les enjeux et zonages du PLUi, il a été envisagé de l'étendre sur de nouveaux secteurs en intégrant l'ensemble de la zone Np du PLUi et l'OAP (Parc Naturel Littoral) dans son tiers nord. Il est également prévu d'intégrer une partie de la zone AO au PLUi, qui comprend plusieurs terrains acquis par l'État à la suite de la tempête Xynthia, et ayant vocation à conserver leur destination naturelle, ainsi qu'un certain nombre d'anciens marais soumis à des pressions régulières conduisant à une banalisation de l'espace.

En parallèle de cette extension de périmètre et afin de conforter l'action foncière du Conservatoire du littoral, le département pourra instaurer une zone de préemption Espace Naturel Sensible calquée sur les limites du périmètre d'intervention étendu. Le secteur proposé à l'extension est majoritairement à usage agricole, mais accueille également quelques constructions pour lesquelles il conviendra de maîtriser le développement, voire d'envisager à long terme une reconquête. Un tel projet sera dimensionné selon l'ambition de préservation et de requalification globale de la Pointe, portée par les collectivités. À ce jour, les propriétés acquises étant à usage agricole, elles sont mises à disposition par convention d'occupation temporaire à des exploitants agricoles locaux. À moyen terme, une gestion coordonnée du site pourrait être envisagée par les collectivités dans le cadre du projet de parc naturel littoral.

Aucune observation n'étant formulée, le programme d'extension sur la Pointe de Roux, en Charente-Maritime, est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-064, point 3.1.3.

3.1.4. Les Petites Maures – Var – extension

M. FOUCHIER présente l'intervention du Conservatoire du Littoral sur le littoral des Alpes-Maritimes. Il indique ensuite que le projet d'extension se situe à l'est du Var, à frontière avec le département des Alpes-Maritimes, sur les communes de Fréjus, de Roquebrune-sur-Argens et aux portes de Saint-Raphaël. Dès 1976, un an après sa création, l'établissement créait le périmètre d'intervention des étangs de Villepey. Une procédure d'expropriation a été engagée à la suite d'une délibération du Conseil d'administration, en 1976. La procédure s'est poursuivie pendant 20 ans. Les entreprises présentes sur le site ont été délocalisées et les zones artificialisées ont été réhabilitées. La zone humide a été désignée RAMSAR en 2008. Les crues de l'Argens ont contribué à décloisonner les espaces. Cette expérience de reconquête a donc été réussie et est appréciée. En 1987, le périmètre d'intervention des Petites Maures a été créé sur les communes de Fréjus et de Roquebrune-sur-Argens. Entre 1995 et 1998, 450 ha ont été acquis, mais des espaces importants freinaient encore la continuité de sentiers et la cohérence de gestion. En 2006, il a donc été décidé d'engager une procédure de DUP pour expropriation. Au total, 20 actes ont été valorisés pour 337 ha. Un travail est en cours avec les communes de Fréjus et de Roquebrune pour intervenir en 2025 sur la basse vallée de l'Argens, afin de constituer un nouveau site de 210 ha. Le périmètre total s'étendra ainsi sur 1 800 ha.

Il est proposé une extension de 326 ha sur l'ouest du massif des Petites Maures, présentant des caractéristiques écologiques de collines sèches et de vallons humides, une faune de maquis, avec des fauvelles, des tortues d'Hermann, ou des couleuvres, et une flore composée de chênes verts, de chênes lièges, de jeunes pins, de bruyères, d'arbousiers et de cistes. Le nouveau périmètre vient également compléter l'entité paysagère du site qui se répartit de part et d'autre de la ligne de crête, offrant par endroit un panorama sur la mer et sur les collines. L'extension du périmètre sur le secteur a également pour objectif d'organiser l'accueil du public et de lutter contre les incendies. Le Conseil de rivages, la commune, la DDTM et la DREAL ont émis des avis favorables. La gestion sera partagée entre l'ONF et la commune de Roquebrune-sur-Argens.

Aucune observation n'étant formulée, le programme d'extension sur les Petites Maures, dans le Var, est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-065, point 3.1.4.

3.2. Opérations foncières spécifiques

3.2.1. Pointe de la Hague – Manche – Décision d'urgence (pour information)

M. DESLANDES rappelle que le Conservatoire du littoral intervient depuis 1985 sur le site de la Pointe de la Hague, pour lequel le Conseil d'administration a autorisé l'intervention de l'établissement sur une superficie de 753 ha. Le Conservatoire est aujourd'hui propriétaire de près de 207 ha. Le 24 juin 2024, le département de la Manche a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner portant sur la vente des parcelles cadastrées section 020 A n° 1 et 2, d'une superficie totale de 1 500 m², situées sur la commune de La Hague, commune déléguée Auderville, au prix de 25 500 €. Cette vente concernait des terrains constituant une pointe rocheuse en nature de pâtures et de landes supportant un blockhaus. Le Conseil départemental de la Manche ayant renoncé à son droit de préemption par courrier en date du 25 juin 2024, s'est tourné vers le Conservatoire pour exercer son droit de préemption sur cette vente.

Cette propriété est comprise intégralement dans la zone de préemption d'un espace naturel sensible (ZPENS) mais à l'extérieur du périmètre d'intervention, dit « Pointe de la Hague ».

L'exclusion de ces deux parcelles relevait certainement d'une erreur lors de la création du périmètre, car leur exclusion n'était pas visée spécifiquement dans la note de présentation en 1985. Les autres parcelles bâties de nature similaire avaient été intégrées au périmètre. Situées entre le haut de plage et les limites du périmètre, ces parcelles ont certainement été assimilées à du DPM, au vu des cartographies de l'époque. Or, l'acquisition de cette propriété permettrait de renforcer la cohérence foncière sur un secteur où l'établissement est déjà fortement présent, de maîtriser la fréquentation sur une pointe qui attire naturellement le public, et d'envisager la valorisation de ce point haut qui embrasse tout le paysage autour de Goury.

4. Ressources

4.1. Budget 2024 Rectificatif n°2 (pour approbation)

M. PELGE indique que le budget rectificatif n° 2 vise à actualiser les prévisions d'encaissement, les prévisions de dépenses de masse salariale, et à identifier des marges de manœuvre permettant d'accroître l'activité opérationnelle de l'établissement.

Les recettes augmentent de 600 000 € pour atteindre 73,4 M€. Elles correspondent à l'effet combiné d'ajouts de recettes globalisées, de produits de gestion et de divers legs, et de prévisions d'encaissement de subventions, dont le solde positif s'élève à 500 000 €.

S'agissant des dépenses, les enveloppes de crédits de paiement ont été ajustées. Le total des dépenses prévues s'élève à 74,9 M€, contre 74,4 M€ pour le BR1. Le BR2 présente les effets combinés de deux mouvements, celui d'une prévision de recettes fléchées pour l'investissement, en baisse de 100 000 €, et celui de l'ajustement de la masse salariale et de l'identification de nouvelles ressources globalisées. Au global, cela aboutit à 1,2 M€ supplémentaires et mobilisables pour l'investissement.

Enfin, ces ajustements permettent à la mission foncière de retrouver en autorisation d'engagement le montant voté en budget initial en 2023, et de débloquer une capacité d'investissement supplémentaire pour la mission de propriétaire de 1,2 M€.

Aucune observation n'étant formulée, le budget rectificatif n° 2 est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-066, point 4.1.

4.2. Décision d'urgence subvention AGIR-POUR-LE-VIVANT (pour information)

M. PELGE rappelle que le festival « Agir pour le Vivant » est un rendez-vous annuel organisé chaque été depuis 2020, à Arles, par l'association culturelle du Passage du Méjan. Depuis son lancement, plus de 20 000 participants ont été accueillis et ont participé à des débats, rencontres, ateliers, expositions, ou projections pour penser la « société du vivant ». Partageant avec ce festival une même vision sur la manière d'appréhender la question du rapport au vivant, le Conservatoire du Littoral a souhaité s'associer à l'édition 2024 qui s'est déroulée du 26 août au 1^{er} septembre 2024. Cette collaboration a pris la forme d'une contribution subvention de 5 000 € en faveur de l'association culturelle du Passage du Méjan. À cet effet, une décision d'urgence attributive de subvention a été prise par la Présidente du

Conservatoire, le 24 juillet 2024. Pour information, la subvention consacrée en 2024 à cette association a été divisée par deux.

CLÔTURE DE LA SÉANCE

M. JALBERT remercie les participants à la séance et rappelle que la prochaine séance du Conseil d'administration se tiendra le 26 novembre 2024.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures 10.